



LOISIRS  
SOLIDARITE  
RETRAITES  
RATP

- . ACTUALITÉS P. 2 - 3
- . LES ÉCHOS DE NOS LOISIRS P. 4 - 9
- . LOISIRS - ACTIVITÉS P. 10
- . LOISIRS - VOYAGES P. 11



# Éditorial

## Un nouveau Gouvernement

Après l'élection d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, LSR revendique les moyens de vivre une retraite heureuse.

**En élisant une majorité à gauche à l'Assemblée nationale, les électeurs ont exprimé leur volonté de réponse concrète à leur préoccupation** : contre le chômage, pour des emplois stables, le refus de la privatisation et de la précarité, l'exigence de salaires et de retraites revalorisés, la réduction du temps de travail, une meilleure couverture sociale. Il y a trois mois seulement, si on nous avait dit qu'avant l'été, la France aurait un gouvernement de gauche avec des Ministres Communistes, qui aurait donné le moindre crédit à cette idée ?

Une page est tournée. Une nouvelle dynamique peut s'ouvrir. Les défis à relever sont immenses. Ce fut un vote sanction contre la politique antisociale de Juppé.

C'est un vote aussi d'espérance, un vote d'espoir. Mais il faut que la gauche n'apporte pas les déceptions de 1981-1984, la gauche dans sa diversité n'a pas le droit à l'erreur. Elle doit se donner les moyens de sa réussite car la France joue gros.

Agir donc aujourd'hui est, pour les retraités, plus qu'une nécessité. L'environnement social et économique reste

très préoccupant. Le CNPF, mais aussi la Direction de la RATP font feu de tout bois pour exercer une pression maximum sur le gouvernement. Ce dernier n'envisage pas, aujourd'hui, une remise en cause des orientations suivies précédemment :

- privatisation partielle de France Télécom ;
- poursuite du Plan Juppé (fiscalisation des cotisations sociales au travers de la CSG, rationnement des soins, casse des hôpitaux de proximité, non remboursement de certaines prestations, etc...) ;
- opposition du gouvernement à un amendement du groupe communiste qui remettait en cause la généralisation du surloyer imposée l'an passé par la droite et dont sont frappés, par cette mesure inique, un certain nombre de retraités aux ressources pourtant modestes et qui habitent les cités HLM ;
- rapport Weil sur l'émigration excluant l'idée d'abrogation des Lois Pasqua / Debré.

Ajoutons que l'opération "Emplois Jeunes" pose problème, notamment à la RATP où ces 1 000 emplois ne participent pas au financement de nos régimes spéciaux (retraites et maladie) car ils ne bénéficieront pas du statut.

(suite page 2)

B  
U  
L  
L  
E  
T  
I  
N